

## **Crise du lait : Le Parti Socialiste et l'UDES**

Alors qu'en 30 ans l'agriculture angevine a perdu près de 80% de ses exploitations laitières, les producteurs du Maine-et-loire ont, une nouvelle fois, le sentiment d'avoir été trahis par leur ministre, mais aussi par leurs représentants.

En effet, l'accord conclu en toute hâte avant les élections européennes, fixe le prix moyen du litre de lait à 28 centimes par litre, alors que les coûts de production se situent dans une fourchette comprise entre 30 et 35 centimes.

Cet accord fait peser de lourdes incertitudes quant à la **survie des 2200 exploitations laitières du département**. L'élevage laitier, et l'activité économique qui en découle, pourraient complètement disparaître de certains territoires, au profit d'espaces ruraux, où la concentration des productions est d'ores et déjà une préoccupation des élus.

Les dirigeants Français et Européens, en entérinant fin 2008 la disparition des quotas laitiers, ont enclenché un processus de baisse tendancielle et de volatilité des prix dont ils portent aujourd'hui l'entière responsabilité. La grève du lait engagée depuis le 10 septembre est aujourd'hui l'ultime recours d'une profession en danger dont les cris d'alarme sont restés « lettre morte ».

En outre, au delà de la sauvegarde de nos exploitations, c'est aussi la capacité de l'agriculture à engager les mutations imposées par les enjeux alimentaires, sociaux et environnementaux, qui est remise en cause.

De nombreux agriculteurs du Maine-et-Loire, ont d'ores et déjà pris conscience que les systèmes productivistes des 30 dernières années ne constituent plus les solutions de demain.

Bon nombre d'entre eux souhaitent se tourner vers une agriculture à la fois plus respectueuse de l'environnement et garante de la sécurité alimentaire. Cependant, cette profonde refonte des systèmes de production et des pratiques agricoles nécessite le plus souvent des investissements, rendus aujourd'hui impossibles par l'absence de lisibilité sur les prix.

Si depuis les années 80, la PAC a rempli à minima ses objectifs de sauvegarde de l'agriculture, elle a en revanche totalement failli dans son rôle de mise en œuvre de politiques de mutation et de structuration des filières. L'Europe a laissé l'agriculture « en pâture » à l'économie de marché.

Nous demandons que les politiques agricoles soient réorientées et que les mesures suivantes soient prises rapidement :

- Tenue de véritables négociations sur le prix du lait qui permettent d'aboutir à une juste rémunération du travail des agriculteurs et à une lisibilité dans le temps qui autorise les investissements nécessaires à l'évolution des systèmes de production.
- Maintien des outils de soutien des prix agricoles et notamment des outils de régulation de la production laitière.
- Mise en place de véritables outils de contrôle et de régulation des filières de transformation et de distribution.

**Communiqué de la Fédération du Parti Socialiste de Maine-et-Loire et de l'UDES**